



Honte à l'État employeur !

Une réunion technique programmée par la Direction Générale de l'Administration de la Fonction Publique s'est tenue le 18 juin 2019 pour préparer le rendez-vous salarial du mois de juillet.

L'Etat employeur garde la palme du plus mauvais employeur du pays, irrespectueux et loin d'être exemplaire.

Toutes mesures générales comme la revalorisation de la valeur du point d'indice sont écartées sans états d'âme.

Toutes mesures d'homologie comme la prime exceptionnelle annoncée par le Président de la République pour les salariés du secteur privé ne sont pas reprises.

Concernant l'abrogation du jour de carence, cette revendication n'est même pas évoquée par le Directeur dans ses réponses aux organisations syndicales.

Les indemnités de missions et notamment la restauration non revalorisée depuis... 2006 ne trouvent pas davantage grâce à ses yeux.

Enfin à la demande de FO de pérenniser l'indemnité compensatrice de la hausse de la CSG, le Directeur pousse le cynisme jusqu'à dire qu'un agent qui changera d'échelon ou qui aura davantage de primes en 2020 pourra s'autofinancer cette augmentation mathématique de la CSG.

Alors que nous sommes à 8 ans de gel des salaires sur les 10 dernières années, le directeur nous renvoie à "circulez il n'y a rien à voir" .

L'Etat employeur reste à l'image de ses ministres de tutelle en démontrant tout le mépris qu'il porte envers les agents.

Quant à la méthode, alors que l'ensemble des organisations syndicales étaient réunies par la DGAFP pour préparer ce soi-disant rendez-vous salarial, le secrétaire d'État à la fonction publique, Olivier Dussopt, s'exprimait dans le même temps à la télévision pour déclarer qu'il n'y aurait aucun dégel du point d'indice de la fonction publique, preuve s'il en est encore, du dédain du gouvernement à l'égard du dialogue social.

Dans ces circonstances, la délégation FO Fonction publique, après avoir rappelé toutes ses revendications, a quitté la réunion avant sa fin. FO Fonction publique confirme, comme pour la loi de transformation de la fonction publique, que seul le rapport de force fera reculer ce gouvernement.

FO Fonction publique va continuer d'informer les personnels afin de préparer la mobilisation nécessaire pour que les agents soient respectés et puissent vivre dignement.

Messieurs les ministres, n'oubliez pas que 55% des agents de la Fonction publique sont des agents de catégorie C et ne sont ni des nantis ni des privilégiés. A bon entendeur....